

LE VIRUS NON-EBOLA FRAPPE

LE MAROC À LA TÊTE

CAN-2015 et off de Bruxelles

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

● Et pourtant, c'est lui, Mohammed VI, qui a tranché. Récit d'une folie royale...

La Guinée équatoriale, Afrique de l'Ouest est plus proche que le Maroc du foyer Ebola (Sierra Leone, Liberia et Guinée Bissau). Pourtant, cette «perle de l'océan» comme la désigna le navigateur espagnol qui la dévoila au reste du monde, a accepté, voire voulu, organiser la CAN-2015. Voilà qui balaie l'argumentaire marocain concernant le virus Ebola et apporte des éclairages nouveaux à l'affaire — c'en est une, assurément — de la défection du Makhzen. Contre le bon sens, en contradictions juridiques, diplomatiques et économiques avec des engagements pris auprès de la CAF. Bruxelles-Europe bruisse de «scoops» et d'informations en «off» concernant le dossier. Résumé de l'essentiel des pistes indiquées par la capitale de l'Union européenne. Dès la réunion du comité exécutif de la CAF, le 2 novembre à Alger, les parties marocaines savaient que la demande du report de la CAN a été refusée. La fédération et le ministre des Sports ont demandé à Issa Hayatou un peu de temps de réflexion. Accordé. Les jours qui suivent, les malheureux responsables en apparence du foot et du sport, attendaient, la peur au ventre, la décision du roi. Ce dernier s'était entretemps réuni avec quelques hauts dignitaires du régime (responsables militaires, 1^{er} ministre, conseillers, fratrie, gouverneurs) pour peser le pour et le contre de toute décision.

Contre toute attente, le pronostic qui a été privilégié était que si le Maroc maintenait sa décision (report) aucun autre pays africain n'oserait prendre la relève. Aucune nation, se persuadent-ils, lors du conclave royal, ne peut affronter son opinion publique pour expliquer pourquoi le Maroc se soucie-t-il de sa population et pas «nous», la nation qui éventuellement prendrait le relais. Les fissures apparaissent. Aucun pays africain ne déclare recevable la position marocaine et tout le monde se range derrière Hayatou de la CAF et attend sa décision. Ce dernier, rusé et sûr de lui, ayant sans doute reçu des offres bien avant son voyage au Maroc, ne lâche rien. Il se permet même d'envoyer un ultimatum à Rabat avant la réunion du Caire le 11 novembre. Mohammed VI s'affole et demande conseil à des experts étrangers. Dès lors, il n'y avait plus de bonne solution. Si le Maroc faisait volte-face en accueillant la Coupe d'Afrique des nations, il perdrait tout crédit. Parce qu'il est allé trop loin dans sa volonté de se désister. Il n'a pas laissé place aux voies du dialogue. Le report, d'un mot, l'annulation de la CAN ou rien. Et s'il persistait, le prix à payer serait tout autant conséquent. Au Caire, bien avant le communiqué final des responsables marocains, l'exécutif de la CAF s'affairait à trouver un remplaçant. Pourtant, la CAN-2015 n'a jamais été orpheline de terre d'accueil. Africaine ou autre. Le Brésil s'est dit prêt à donner un coup de pouce en abritant l'événement, le Qatar a postulé, même l'Afrique du Sud et l'Egypte n'ont pas dit non à Hayatou. Le Caire et Pretoria ont tout simplement demandé à la CAF de prospecter ailleurs et si aucune manifestation sérieuse d'organisation ne se manifestait, ils se tiendraient prêts à relever le défi. D'où la sérénité et l'assurance de Issa Hayatou. Après ses entrevues avec les Marocains, le président de la CAF avait saisi. Le Maroc cherche à instrumentaliser Ebola pour des considérations qui n'ont rien à voir ni avec le virus ni avec le football. La page Maroc et tournée. En optant pour la Guinée équatoriale, la CAF humilie triplement le Maroc. Elle maintient aux dates retenues la CAN, choisit un pays africain pour la relève et annonce une kyrielle de lourdes sanctions. La presse royale et proche du Makhzen s'attelle, depuis hier, à sauver Mohammed VI en désignant des boucs émissaires, la fédération, le gouvernement et, surtout, le pauvre ministre des Sports. Pourtant c'est Mohammed VI et lui seul qui a tranché dans le dossier... Ebola a frappé le Maroc à la tête. Rien à voir avec le virus...

A. M.

FOOTBALL

LA CAF CONFIE LA CAN-2015 À LA GUINÉE ÉQUATORIALE

Le parfait contre-pied de Hayatou

● La Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2015 aura finalement lieu en Guinée équatoriale, troisième producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne, désignée hier comme remplaçant de luxe après le retrait de l'organisation au Maroc, qui voulait un report en raison de l'épidémie d'Ebola.

Le Maroc avait été écarté mardi de l'organisation de la CAN-2015, et exclu de la compétition, pour avoir refusé de la prendre en charge aux dates prévues (17 janvier-8 février) par crainte du virus Ebola.

Les noms des remplaçants possibles avaient fleuri : Angola, Gabon, Egypte, Nigeria, voire Qatar, alors que l'émirat fait partie de la zone Asie pour la Fifa. Mais la plupart des pays africains dont le nom avait circulé ont rapidement fait savoir qu'ils n'étaient pas candidats. Quel pays avait donc la surface financière suffisante pour remplacer le Maroc au pied levé, deux mois seulement avant le coup d'envoi ? L'Afrique du Sud, qui avait organisé l'édition 2013 en remplacement de la Libye, ne le pouvait pas cette fois, pour des raisons budgétaires. Restait la Guinée équatoriale, terre riche en pétrole. Le pays avait déjà co-organisé la compétition phare du football africain en 2012 avec le Gabon. Une rencontre à Malabo, la capitale, a été décisive hier entre le président Teodoro Obiang Nguema

et le président de la Confédération africaine de football (CAF) Issa Hayatou.

Zones d'ombre

Le choix de ce petit pays, situé entre le Cameroun et le Gabon, ne fera pas plaisir à beaucoup d'ONG. Arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en 1979, Teodoro Obiang Nguema, 72 ans, réélu en 2009 avec 95,37% des voix, dirige d'une main de fer, et son régime est régulièrement dénoncé par les organisations de défense des droits de l'Homme. L'ONG Transparency international désigne la Guinée équatoriale comme l'un des pays les plus corrompus au monde, classé au 163^e rang sur 175. Différentes organisations déplorent notamment une violente répression à l'encontre des opposants politiques, des instances indépendantes de la société civile et des médias, et une corruption de grande ampleur.

Le fils du président, Teodorin Obiang, est d'ailleurs au centre de plusieurs affaires. En octobre dernier, il a accepté de renoncer à 30 millions de dollars d'avoirs aux Etats-Unis, dans le cadre d'un accord avec le gouvernement américain, qui l'accusait d'avoir acheté ces biens avec de l'argent issu de la corruption dans son pays. Teodorin Obiang est également visé par une enquête en France pour blanchiment de détournement de fonds publics, d'abus de biens sociaux et d'abus de confiance, dans le



Photo : DR

cadre de l'affaire dite des «biens mal acquis».

Qualifiée d'office malgré une... disqualification

La Guinée équatoriale sera directement qualifiée en tant que pays hôte, alors que cette ancienne colonie espagnole avait été écartée en juillet des qualifications pour avoir aligné un joueur non éligible en tour préliminaire face à la Mauritanie. Cette solution a l'avantage pour la CAF de ne pas bouleverser le format des qualifications : les deux premiers des sept groupes sont qualifiés, ainsi que le meilleur troisième de toutes les poules, soit 15 pays qui rejoignent ainsi l'organisateur pour un tournoi à 16 équipes. Le Maroc n'en fera pas partie, puisque le retrait de l'organisation de l'épreuve a été assorti d'une disqualification.

Les éliminatoires touchent d'ailleurs à leur fin, avec seulement deux journées à disputer, ce week-end et mercredi. Pour l'heure, seuls l'Algérie et le Cap-Vert ont leur billet en poche. Les autres prétendants savent désormais qu'ils iront jouer dans ce territoire de 28.000 km², un des plus petits Etats d'Afrique, fort de 720 000 âmes et d'un PIB par habitant parmi les plus élevés du continent africain grâce au pétrole (15 500 euros selon le FMI en 2013).

Les quatre sites retenus pour la phase finale sont la capitale Malabo (sur une île de 2 000 km² au large de la partie continentale du pays), Bata, Mongomo et Ebebiyin, précise la CAF. Le tirage au sort de la phase finale sera effectué le mercredi 3 décembre 2014 à Malabo.

HAYATOU A CHOISI LA SOLUTION DE FACILITÉ

62 jours pour éviter le flop

● Un mois aura été suffisant pour que la CAF trouve preneur pour sa fête biennale à laquelle l'organisateur initial, le Maroc, a renoncé diplomatiquement en invoquant un «cas de force majeure» (Ebola) qui n'en est pas un, aux yeux de Hayatou et ses pairs de la Confédération africaine.

Hier, le président camerounais de l'instance a tenu parole. Sa promesse faite mardi soir via France 24 où il déclarait que le nom du remplaçant du royaume chérifien sera annoncé dans 2-3 jours a achoppé sur la désignation de la Guinée-Equatoriale. Presque pour confirmer une «rumeur» répandue en Égypte le jour même (mardi dernier, ndlr) où le CE de la CAF décidait de destituer le Maroc de l'organisation de la 30^e édition. Mais que de confusions en un mois de palabres stériles ! A telle enseigne que le Qatar et le...Brésil se voyaient collés l'intention de postuler à l'organisation du rendez-vous africain de l'hiver prochain. Le petit émirat a même soufflé le chaud et le froid à ce sujet en affirmant mercredi que la question «n'a pas de sens» avant de se contredire jeudi en évoquant l'éventualité d'apporter son aide s'il est demandé d'accueillir l'événement. Suffisamment de quoi faire bouger Hayatou de son siège du Caire pour rallier, en début de soirée, Malabo où il était attendu pour «négocier» avec le président équato-guinéen Teodoro Obiang Nguema. Non qualifié puisque disqualifié pour cas de fraude en préliminaire contre la Mauritanie, le co-organisateur de la CAN-2012 a obtenu le nécessaire «sursis», la «grâce» du prince de Garoua. C'est également

une belle parade pour un pays qualifié de «démocrature» en raison de ses options politiques controversées où l'opposition a droit à tout sauf à la succession. Un royaume, en somme, presque comme le Maroc où des médias s'étonnaient que ce pays «ami» accepte de répondre favorablement à la missive de la CAF. Si Hayatou qui claironnait qu'un report ou, pis, une annulation de la CAN-2015 signait l'acte de décès de la CAF a réussi à sauver la face, sa crédibilité n'est pas encore à l'abri des contrecoups d'une désignation tardive du reprenneur de cette 30^e édition. La Guinée-Equatoriale a certes le pétrole pour payer toutes les factures mais il semble bien que les gouvernants de ce petit pays ne soient pas en mesure de répondre aux standards qu'impose une telle organisation. Avec seulement deux stades aux normes requises, la Guinée-Equatoriale aura des soucis à réunir toutes les conditions matérielles à la réussite de ce rendez-vous auquel l'Afrique du Sud, l'organisateur du dernier numéro du spectacle à onze en Afrique, a donné une envergure mondiale, tellement les infrastructures sportives à Durban, Nelspruit, Rustenberg etc. n'avaient rien à envier aux monuments sportifs sur la scène européenne. Et le temps (62 jours nous séparent du coup d'envoi de ce tournoi) n'en sera pas la dernière des entraves auxquelles les organisateurs équato-guinéens auront à surmonter. La dernière CAN sous le règne de Hayatou risque bien d'être un flop.

M. B.

CLAUDE LEROY À PROPOS DE LA DÉCISION DE LA CAF :

«Je ne savais pas que la Guinée avait 4 stades...»

Le sélectionneur français du Congo, Claude Leroy, s'est dit «surpris» par la décision de la Confédération africaine de football (CAF) de confier à la Guinée Equatoriale l'organisation de la 30^e édition de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2015, du 17 janvier au 8 février prochain. «Je ne savais pas que la Guinée avait 4 stades capables d'accueillir des matchs de foot de la CAN», a déclaré Claude Leroy sur France Info. Les quatre sites retenus pour la phase finale sont Malabo, Bata, Mongomo et Ebebiyin. Pour l'ancien sélectionneur des Lions Indomptables du Cameroun, c'est une drôle de décision dans la mesure où la Guinée avait été disqualifiée pour tricherie lors d'un match de qualification face à la Mauritanie le 17 mai. «Finalement, ils ont été récompensés», a ironisé Claude Leroy.